

vantages into privileges, but also with reference to the wider tax-paying peasant and artisan groups in town-market and countryside who actively or passively consented to this development. Social change came as a result of new and illicit economic practices. The putting-out industry in textiles, as is well known, destroyed guild restrictions of the towns and exploited cheaper labour in the villages and farms. The enclosures, woodland, waterway and game laws were operated with especial harshness after the mid-seventeenth century by *Amtmänner* and Junkers under a prerogative "Justice of the Peace" and they led to very high levels of endemic violence in the countryside. For the Alpine Austrian lands, this is well brought out in all its folk-heroic hopelessness by G. Grüll, *Bauer, Herr und Landesfürst* (Graz, 1963). But resolution of conflict came in traditional feudal manner as compromise between ruler and ruled through the absolutist, expert territorial state and federal, Old Reich courts. Immediate success was achieved at the expense of longer term social change: privileges defended for too long led to an antiquated class structure plus an inability to reform by clinging to that which was traditionally cohesive and useful in the politics of the Old Reich. It was the price paid by the eighteenth and early nineteenth centuries for the failure to find successful alternatives to Nördlingers like Daniel Wörner and his new industrial capitalism "through cheating in adversity", prevalent in the German towns around the 1690s. So equally, there was no respite from paying the social price within the political system of the enforced game laws, enclosure and land-use restrictions under the new managerial agrarian capitalism of improving landlords like W. H. von Hohberg, as brilliantly described by Otto Brunner in his *Adeliges Landleben und europäischer Geist* (Salzburg, 1949). It also operated through the eyes of the local authorities hunting the villainous underdog in the farms around Linz on the Danube in the 1660s, as portrayed from the archives, among other things, by G. Grüll, cited above.

The way in which these new men and methods — capitalistic labour use and manufacture in town and country — found practical cover or clandestine acceptance in the loose, federal system of the aristocratic, religious and feudal Holy Roman Empire can only be understood by asking social and economic historians to read the constitutional and cultural studies of the new school of early modern German history as exemplified by the work of Professors Schulze, Schröcker, Hammerstein and van Dülmen.

Gerhard BENECKE,
University of Kent.

* * *

PIERRE DOCKÈS. — *La libération médiévale*. Paris, Flammarion, 1979. 317 p.

Voilà un livre au titre fort prometteur publié par un professeur d'économie politique de l'Université de Lyon. Bien que n'étant pas historien, M. Dockès s'est intéressé à l'histoire économique par le biais surtout des théories économiques qui virent le jour aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Cette fois-ci, il s'attaque à la question fort importante du passage de l'esclavagisme au féodalisme. Il le fait en tentant de renverser non seulement les interprétations traditionnelles mais aussi certaines interprétations marxistes. En bref, pour lui, la société féodale serait née de l'opposition maîtres-esclaves, la lutte des uns contre les autres ayant été « portuse d'une société nouvelle pensée comme retour vers une communauté ... et l'ob-

tention des droits sur une terre» (p. 27). Le point tournant de cette lutte serait le *casement* que les seigneurs accordèrent sous la contrainte, avalisant ainsi une transformation des rapports de production déjà réalisés.

Comment se produisit cette transformation? L'auteur nous propose ici un modèle d'interprétation, modèle qu'il n'hésite pas à bâtir à partir d'exemples pris dans des milieux sociaux et dans des contextes historiques aussi divers que l'Antiquité romaine, le Moyen-âge occidental, les Antilles et les États-Unis du XIX^e siècle. En ce qui concerne le Moyen-âge, le modèle se lit comme suit: il y eut d'abord un premier déclin de l'esclavage sous les Mérovingiens, attribuable à la faiblesse de l'État incapable de se porter à la défense des grands propriétaires. Sous Charlemagne cependant, on assisterait à une remontée spectaculaire des grands troupeaux d'esclaves, groupes qui vont à nouveau s'effondrer avec l'empire carolingien et la crise de la seigneurie foncière, provoquée elle-même par la crise de l'empire. Liée à la grande propriété, l'esclavage va donc se muer en servage, institution clé du mode de production féodal.

Notons d'abord, et c'est à notre avis une première faiblesse de ce livre, que l'auteur ne s'est intéressé qu'aux esclaves en troupeaux, «en chiourme», suivant une expression qu'il semble affectionner beaucoup. Il a donc systématiquement ignoré les esclaves domestiques, ruraux ou urbains, dont le nombre était considérable, qui ne disparurent pas, loin de là, avec l'empire carolingien et dont le statut n'évolua pas nécessairement vers le servage. De plus, la périodisation qu'il nous propose ne va pas sans susciter des objections. On voit mal en effet sur la foi de quels documents il peut affirmer qu'il y avait moins d'esclaves sous les Mérovingiens que sous les Carolingiens. L'absence de sources est ici cruelle puisque nous n'avons pas pour le très haut Moyen-âge ces capitulaires à la mode carolingienne sur lesquels tant d'historiens ont travaillé. Cependant, de l'absence des sources conclure tout de go à l'absence des phénomènes paraît à tout le moins hasardeux comme méthode d'analyse historique. C'est malheureusement à cet exercice que l'auteur s'est livré. Quant à la seigneurie foncière, il en situe la crise au moment même de l'effondrement de l'empire carolingien et en fait le lieu du passage de l'esclavage vers le servage. Il faut cependant souligner que cette crise ne s'est pas manifestée partout de la même manière; R. Doehaerd a bien montré que, dans le sud de la France, il y eut au contraire solution de continuité et que là, le servage ne naquit pas de la fin ou du *casement* des esclaves.

Dans les chapitres deuxième et troisième, l'auteur s'attaque d'abord aux explications traditionnelles puis aux analyses marxistes classiques sur la fin de l'esclavage.

Parmi les historiens traditionnels, c'est surtout Bloch et Duby qui sont pris à partie. Verlinden, Doehaerd sont bien cités ici et là dans la mesure seulement où certains de leurs propos confortent la thèse de l'auteur. De la série d'études sur le servage publiée par la Société Jean Bodin il n'est fait nulle mention.

Contre Duby qui invoque la rationalité économique du grand propriétaire pour expliquer la fin de l'esclavage, l'auteur, opposant Columelle à Pline, conclut que tous les grands propriétaires du Moyen-âge, à l'instar de Pline, n'appréciaient leurs domaines que pour leur beauté, et non pour leur rendement! Les frais d'entretien leur importaient peu puisque, tout le monde le sait, la villa du haut Moyen-âge était encore plus autarcique que celle du monde romain, les débours d'argent y étant tout à fait inexistant. Enfin, à l'argument de la cherté des esclaves, il réplique que les Musulmans en achetaient, eux, ce qui est censé prouver que c'était possible pour tout le monde.

Quant à l'argument de Bloch sur la productivité comparée des esclaves et des serfs, estimant celle de ces derniers probablement supérieure, l'auteur a vite fait d'en « montrer » l'invalidité. Il est en effet exclu, selon lui, que le serf, sous l'aiguillon de besoins nouveaux, ait accru son rendement, car il n'y a au monde pour désirer jouir de plus de biens, que « l'entrepreneur dynamique énergique, tel que le capitalisme nous le donne en spectacle » (p. 154)!

Les analystes marxistes traditionnels ne trouvent pas davantage grâce devant l'auteur. Ch. Parain, en particulier, est longuement décortiqué. P. Dockès ne voit en lui qu'un « menchevik », un mécaniciste dont le tort principal est de ne pas donner sa place à la lutte des classes, de subordonner les forces sociales à l'économisme en posant, comme source du mode de production féodal, l'amélioration des forces productives. Loin de nous l'idée de prendre position dans ce débat qui tient beaucoup du règlement de compte interne, comme le suggérait d'ailleurs la longue digression du premier chapitre sur le « en dernière instance » de Engels, digression qui n'apporte rien au problème des causes de la fin de l'esclavagisme. On aura compris que ce qui compte ici, c'est de montrer que l'apparition du servage ne pouvait être que le fruit de la lutte des classes. Tout autre type d'explication était condamné par avance. Dans une telle optique, on comprend mieux pourquoi ni Bloch ni Duby n'étaient acceptables. Leur tort n'est pas d'avoir mal fait leur travail d'historien mais de suggérer des solutions qui ne cadrent pas avec le modèle théorique de l'auteur. Ici, la théorie prend le pas sur l'analyse patiente des sources. Ce qu'il faut « prouver », c'est que les seigneurs ont été *contraints* à caser leurs esclaves, sous une pression que l'on nous décrit comme sourde et quotidienne. Les preuves contemporaines de ces luttes serviles n'abondent pas? Qu'à cela ne tienne, on ira quérir Jean Bodin comme témoin privilégié, tout en confessant pudiquement dans une note infra-paginale que Bodin n'est peut-être pas une source très sûre! Toubert, étudiant le Latium, a cru discerner chez les maîtres une *volonté* de caser les esclaves? C'est évidemment que Toubert n'a pas compris ses sources, et surtout qu'il n'a pas su interpréter leurs silences.

Malheureusement, il en est ainsi tout au long de ce livre qui gaspille, par manque de rigueur, un thème capital et passionnant de l'histoire sociale du Moyen-âge. L'auteur a voulu à toute force faire entrer l'histoire dans un modèle hypothétique. Il montre par l'absurde que l'histoire pour être bien faite doit suivre certaines règles et qu'on ne s'improvise pas historien.

Denise ANGERS,
Université d'Ottawa.

* * *

ANDRÉ CORVISIER. — *Armies and Societies in Europe, 1494-1789*. Bloomington and London: Indiana University Press, 1979. Pp. ix, 209.

In the past few years it has become increasingly common to speak of the "new" as opposed to the "old" military history. Although there is some disagreement in the United States over the meaning of the former term, one may concur with Geoffrey Parker that it is concerned above all with martial phenomena viewed in a social context. It is also noteworthy that this recent trend has found a warm welcome among prominent sociologists, political scientists and other disciplinary